



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-dela-des-croissants>

Au delà des croissants

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1977 - N° 751 - novembre 1977 -

Date de mise en ligne : mardi 27 mai 2008

Date de parution : novembre 1977

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

LAISSONS M. Barré, notre Premier ministre, s'occuper du prix des croissants. Il nous semble, pour notre part, que les problèmes économiques de notre époque ne relèvent pas de pareilles mesures de détail.

Il faut ouvrir les yeux et non se confiner dans la fascination d'un indice du prix de certains articles. Le fait important est que les prix ne cessent de grimper, autrement dit que notre monnaie ne cesse de se dévaluer. Et ce sont les salariés qui se trouvent lâchés. Leur contrat est bien fixé en ce qui concerne ce qu'ils doivent : leur travail. Tant d'heures, tant de jours, tant d'années, dont la durée n'est pas évaluée par une horloge aussi souple que l'impôt de notre franc. Mais ce qui leur est dû en échange, et qu'on devrait traduire en pouvoir d'achat, est sans cesse déprécié parce qu'il est mesuré avec un « étalon » élastique. Quand on voit les difficultés que la loi leur crée pour faire reconnaître cette injustice, on comprend leur manque grandissant d'enthousiasme pour fournir leur travail.

C'est probablement pourquoi les syndicalistes ne parviennent pas à regarder au delà de ces effets. Comme M. Barre les y invite, ils s'arrêtent à des problèmes apparents et immédiats, sans voir les raisons profondes pour lesquelles ces problèmes ne cesseront pas, dans ce régime des « prix-salaires-profits », de se renouveler.

Le chômage grandissant est un fait inéluctable. Nous n'avons cessé de le dire en expliquant qu'il résulte de l'automatisation. D'ailleurs, sinon, pourquoi aurait-on inventé des machines ? Ce fait est enfin de plus en plus généralement reconnu.

Il faut maintenant en comprendre les conséquences afin de les maîtriser, sous peine de se laisser submerger de façon absurde.

ESSAYONS ensemble. Quand un patron achète une machine qui va lui économiser des heures d'ouvrier pour produire plus, il investit. C'est dire qu'il va calculer ses prix de vente de façon à éponger l'avance, à intégrer, qu'il a faite, ou l'emprunt qu'il a contracté. C'est ce qu'on appelle rentabiliser une entreprise.

Dans l'affaire, le gagnant le plus sûr, c'est celui qui a fourni le capital contre une garantie d'intégration, qui tient compte, bien entendu, de la dévaluation.

Le patron est probablement gagnant aussi. Il a su faire le calcul au préalable et n'a pris qu'un risque prévu dans l'espoir d'un gain à chance. Ceci est la logique du capitalisme, d'autant que sont éliminés de la compétition ceux qui échouent dans leurs calculs de prévision.

Quant aux salariés, il ne leur reste qu'à subir les conséquences et de préférence sans chercher à en comprendre les causes, ce qui leur évite de les remettre en question...

Si leur contrat, par chance, se trouve maintenu, ils n'ont qu'à fournir leur travail. Ils reçoivent en échange une somme convenue, mais dont le pouvoir d'achat, lui, n'est pas connu à l'avance. Celui-ci ne dépend pas de eux. Il leur reste alors à passer leur temps à râler.

Aux salariés dont le contrat de travail se trouve rompu, on invoque des « causes économiques ». ils se retrouvent sans salaire, et sans comprendre la raison de cette criante injustice.

ON rencontre alors deux sortes de réactions. La réaction stupide est s'en prendre aux effets, en disant « c'est la faute des machines, du progrès, des techniques, du gouvernement, etc., etc... », et de vouloir

revenir en arrière, au bon vieux temps où il fallait beaucoup se faire suer, beaucoup travailler dans des conditions pénibles, pour peu vivre. Nombreux sont les écologistes qui enfourchent ce cheval de bataille sous la bannière d'un désir fort louable de moindre pollution matérielle. En oubliant cependant qu'on n'aurait plus maintenant de quoi satisfaire tout le monde.

Notre réaction consista à remonter aux causes pour en modifier la conduite à tenir. Si l'homme a inventé les machines pour qu'elles suent à sa place, il faut que ce soit pour son bien. Il faut qu'il en

Au delà des croissants

tirer le meilleur parti au lieu de s'empoisonner, comme l'y pousse le système capitaliste. Quand un salarié est ainsi mis au chômage, même partiel, la logique de nos brillants économistes implique que pour lui conserver son salaire, son patron ou l'Etat, devra augmenter ses tarifs, pour s'y retrouver. D'où la montée inéluctable des prix, ou la dévaluation de la monnaie, ce qui revient au même. Ainsi quand l'action syndicale sera parvenue à imposer au patronat la semaine de 40, ou de 35 heures, ou l'année de 40 semaines, les prix devront monter encore plus vite pour payer tous ces salaires. Et alors combien de patrons artisans qui n'auront pas la production correspondante à vendre devront déclarer faillite ? C'est la ruine des petites entreprises, du libéralisme et des artisans. La nationalisation des entreprises ne change rien à l'affaire si l'Etat-patron est astreint à la même gestion capitaliste : lui aussi devra augmenter ses prix ou ses taxes pour payer ses salariés.

C'EST cette gestion capitaliste qui ne colle plus. Puisque les problèmes de production peuvent être résolus sans nous astreindre tous et toujours à des travaux pénibles, il faut inventer un autre système qui permette de distribuer la production nécessaire sans nous obliger à des travaux stupides. C'est une GESTION DISTRIBUTIVE qui doit se substituer au capitalisme (voir nos thèses).